

**Convention collective régionale**

IDCC : 1059. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, ÉLECTRIQUES,  
ÉLECTRONIQUES ET CONNEXES  
(Midi-Pyrénées)  
(21 février 1980)**

(Étendue par arrêté du 8 juillet 1987,  
*Journal officiel* du 22 juillet 1987)

---

**AVENANT DU 26 FÉVRIER 2019**

RELATIF À LA FIXATION DES BARÈMES DES TAUX EFFECTIFS GARANTIS  
POUR L'ANNÉE 2019

NOR : ASET1950589M  
IDCC : 1059

---

Entre :

UIMM Midi-Pyrénées,

D'une part, et

FO métaux ;

CFE-CGC SIPEM,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Dans le cadre des dispositions de l'article 6.1 B de l'avenant « Mensuels » à la convention collective du 1<sup>er</sup> avril 1980, les barèmes joints en annexe fixent les taux effectifs garantis.

**Article 2**

Ces taux sont établis à partir de l'année 2019.

**Article 3**

Les présents barèmes seront adaptés à l'horaire de travail effectif auquel sont soumis les salariés.

**Article 4**

La vérification de l'application des présents barèmes se fera au plus tard au 31 décembre 2019.

Les taux effectifs garantis englobent l'ensemble des éléments bruts de salaires quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit toutes les sommes brutes versées en contrepartie du travail effectif et/ou directement ou indirectement à l'occasion du travail et figurant sur le bulletin de paie et supportant des cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale, à l'exception :

- de la prime d'ancienneté prévue par l'article 9 de l'avenant « Mensuels » ;
- des primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;

- des majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres, découlant à ce titre des dispositions de la présente convention collective ;
- des sommes ayant le caractère d'un remboursement de frais ;
- des sommes découlant de la participation ou de l'intéressement au sens de la législation.

## **Article 5**

### *Égalité professionnelle*

Les parties signataires rappellent leur attachement au principe d'égalité professionnelle et au contenu de l'accord national du 8 avril 2014 relatif à l'égalité professionnelle et à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.

## **Article 6**

Les parties signataires rappellent leur attachement à l'accord national du 12 décembre 2013 visant à mettre en place une politique durable en faveur de l'insertion professionnelle et de l'emploi des personnes en situation de handicap dans les entreprises de la métallurgie.

## **Article 7**

### *Clause de revoyure*

Si les données économiques le nécessitent, les parties signataires s'engagent à se revoir avant le 31 décembre 2019.

## **Article 8**

Le présent avenant est conclu à durée indéterminée.

## **Article 9**

### *Entreprises de moins de 50 salariés*

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

## **Article 10**

Le présent accord fera l'objet des mesures de publicité prévues par la législation en vigueur.

Fait à Toulouse, le 26 février 2019.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### Barème des taux effectifs garantis à partir de l'année 2019

Base : 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

*Haute-Garonne et Midi-Pyrénées*

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TEG ANNUEL
I	1	140	18 255
	2	145	18 357
	3	155	18 475
II	1	170	18 888
	2	180	19 168
	3	190	19 475
III	1	215	20 078
	2	225	20 474
	3	240	21 130
IV	1	255	21 802
	2	270	22 570
	3	285	23 553
V	1	305	24 888
	2	335	27 287
	3	365	29 897
		395	32 866